

Quand l'extrême droite rêve de faire école

Cartographie à imprimer en A3 à partir du fichier PDF ci-dessous

[Visuel Cartographie extrême droite et école grand format](#)[Télécharger](#)

Autorité - Identité - Inégalités

« Redresser les corps, redresser les esprits, pour redresser la nation », le projet éducatif de l'extrême droite est à l'image de son idéologie et de ses valeurs : inégalitaire, autoritaire et identitaire. Largement sous-estimée dans le décryptage du programme des droites extrêmes, malgré son rôle central dans leur stratégie de conquête de l'hégémonie culturelle, la question scolaire est pourtant bien perçue par les identitaires comme « la mère de toutes les batailles » (Eric Zemmour).

QUAND L'EXTRÊME DROITE RÊVE DE FAIRE ÉCOLE

Autorité Identité Inégalités

« Redresser les corps, redresser les esprits, pour redresser la nation », le projet éducatif de l'extrême droite est à l'image de son idéologie et de ses valeurs : inégalitaire, autoritaire et identitaire. Largement sous-estimée dans le décryptage du programme des droites extrêmes, malgré son rôle central dans leur stratégie de conquête de l'hégémonie culturelle, la question scolaire est pourtant bien perçue par les identitaires comme « la mère de toutes les batailles » (Eric Zemmour).

Le RN/FN à la conquête du contrôle de l'école



L'ÉCOLE A TOUJOURS OCCUPÉ UNE PLACE centrale dans le projet et le programme nationaliste et autoritaire du FN/RN. Même si, par opportunisme, son discours a largement évolué au fil des années.

D'abord adversaire acharné de l'école publique, « forteresse marxiste gangrenée par le pédagogisme et le gauchisme », le parti de Jean-Marie Le Pen a commencé par rouler pour l'enseignement privé...

Jusqu'à l'arrivée, dans le sillage de Marine Le Pen¹, de Florian Philippot² : issu du chevènementisme, sa ligne nationale-républicaine se propose de mettre l'institution scolaire au service du projet nationaliste. C'est la création du Collectif Racine des « Enseignants patriotes »³ (2013), puis du Forum École & Nation⁴ (professeurs et parents patriotes, 2017). Mais, si le vote d'extrême droite des enseignants ne cesse de progresser, passant de 5 à 10 % au cours des années 2010 – et même plus au second tour de la présidentielle de 2022 – il est encore en deçà des scores obtenus ailleurs et l'implantation reste marginale.

Aujourd'hui, le RN déroule son projet éducatif dans les villes qu'il contrôle⁵ (fin de la gratuité de la cantine, des transports, du périscolaire afin de « responsabiliser » les familles démunies, stigmatisation des populations d'origine étrangère, intimidations de syndicalistes), et multiplie les propositions de loi⁶ (l'uniforme, le Roman national, contre l'écriture inclusive, le « wokisme »⁷, etc.). À l'automne 2023, Roger Cludeau⁸, député et conseiller éducation du RN, sommait les syndicats de l'éducation de « baisser d'un ton »...

Si Marine Le Pen sait la politique éducative de Blanquer (« une victoire idéologique et même politique des idées du FN », 2017) et considère les mesures Attaï (2023) comme un copié-collé de son propre programme, elle entend aller plus loin : « Je considère que la solidarité nationale doit s'exprimer à l'égard des Français. Je n'ai rien contre les étrangers, mais je leur dis : "Si vous venez dans notre pays, ne vous attendez pas à ce que vous soyez pris en charge, à être soignés, que vos enfants soient éduqués gratuitement, maintenant c'est terminé, c'est la fin de la récréation !" ».

Quant aux « fondamentaux » du parti, ils sont toujours là. En 2024, le RN lance une campagne « Stop à l'offensive islamiste contre l'école ».

Eric Zemmour et le « Grand endoctrinement »



POUR ÉRIC ZEMMOUR, « la bataille culturelle et politique se joue avant tout à l'école » et l'heure est venue de « la révolutionner en profondeur ». En 2022, il bâtit le programme présidentiel de Reconquête⁹ autour des trois « I » : *Immigration, Industrialisation et Instruction*. Il entend rétablir l'ordre et l'autorité, rendre l'uniforme obligatoire, en finir avec le collège unique en instaurant un examen d'entrée en 6^e et mettre à l'écart les élèves en situation de handicap... Programme qui reçoit le soutien des « Profs avec Zemmour »¹⁰, dont l'un des initiateurs, Joost Fernandez¹¹, a aussi des responsabilités au sein du syndicat Action & démocratie.

Zemmour dénonce surtout le « Grand endoctrinement » scolaire, pendant le Grand remplacement : « Sans le Grand Endoctrinement, il n'y aurait jamais eu le Grand Remplacement, ni le Grand Déclassement ».

Suite à ses deux débâcles électorales, changement de stratégie : dès la rentrée 2022, Zemmour interpellé parents et grands-parents. Une pétition nationale : « Protégeons nos enfants » (à savoir des « nombreux militants d'extrême gauche et « wokes » [qui] arrivent à diffuser l'idéologie déconstructiviste, de l'islamisation des écoles et des « propagandes anti-colonialistes et des slogans de « repentance » [qui] entretiennent la haine de la France] » débouchera sur la création de Parents vigilants¹², dirigé par Agnès Marion¹³.

Marion Marechal (Le Pen)¹⁴ – qui a elle-même fondé son école (l'Institut des sciences sociales, économiques et politiques) – mise sur la métapolitique et l'éducation des cadres (l'IFP). Elle incarne un courant traditionnaliste en lien avec les « Créateurs d'écoles », qui fédèrent intégristes et ultralibéraux partisans du Chéque éducation, du hors contrat et de l'instruction en famille.

Les souverainistes

NICOLAS DUPONT-AIGNAN, DEBOUT LA FRANCE¹⁵

Debout la France affiche sa volonté de tisser des ponts entre les deux rives du souverainisme – la droite et la gauche. Paris gagne sous l'impulsion du pamphlétaire Jean-Paul Brighelli¹⁶, alors en charge des questions d'éducation au sein du parti. À l'université d'été de DIF (2015), consacrée à « L'école du mérite », Jean-Pierre Chevènement et Dupont-Aignan parlent d'une même voix à la tribune¹⁷, ovationnés par une salle où se retrouvent les auteurs anti-pédagogistes du moment, Jean-Paul Mongin, alors président de SOS Education¹⁸, ou encore Charles Beigbeder, candidat (malheureux) à la présidence du Medef et proche de Marine Le Pen.

FLORIAN PHILIPPOT, LES PATRIOTES¹⁹

Le parcours de Florian Philippot le conduit de la gauche républicaine chevènementiste au FN (2011). Pour ce fils d'un directeur d'école et d'une institutrice, la question scolaire est au cœur du projet nationaliste. Il se revendique d'une école de la République autoritaire, disciplinaire et élitaire comme son mentor Jean-Pierre Chevènement.

Le premier des collectifs du Rassemblement Bleu Marine qu'il initie au sein du FN est le Collectif Racine, présidé par Alain Avello²⁰, lui aussi issu du chevènementisme et qui le suivra au moment de la création des Patriotes. Alain Avello pilote aujourd'hui la revue *Défis souverainiste*²¹. Depuis la crise sanitaire, Les Patriotes misent aussi sur la vague antivax et comptent sur un rapprochement avec les réseaux de parents sensibles à la rhétorique complotiste.

Les ultra-cathos

DE PHILIPPE DE VILLIERS²² À CIVITAS²³ en passant par Christine Boutin²⁴, la frange la plus traditionnaliste poursuit sa croisade contre l'école publique et pour la primauté de l'enseignement privé religieux, sous mais surtout hors contrat. Elle est omniprésente dans la sphère des créateurs d'école (de Villiers a sa Puy-du-Fou Académie²⁵ et l'ICES²⁶). C'est aussi à Montfermeil, commune de Xavier Lemoine²⁷, alors vice-président de l'ancien parti de Christine Boutin, qu'ouvre la première école Espérance banlieues²⁸. Xavier Lemoine, partisan d'une union de toutes les droites, est d'ailleurs l'invité d'une table ronde organisée par Robert Ménard « Passer l'école de Mai 68 au Karcher, on commence quand ? ».

Ces réseaux sont aussi particulièrement actifs dans la défense de l'instruction en famille²⁹. Le renforcement du contrôle de cet enseignement très prisé par les milieux intégristes et complotistes sera le motif de la rupture entre Philippe de Villiers et Emmanuel Macron.

Quant à Civitas, qui milite pour la « rechristianisation de la France et de l'Europe et l'établissement de la royauté sociale du Christ sur terre, il s'est violemment mobilisé contre l'enseignement des questions de genre, avant d'être dissous pour antisémitisme (2023).

Cette nébuleuse a contribué au renouvellement des stratégies militantes de la droite : afin de préparer la mobilisation de la Manif pour Tous, Christine Boutin s'était rendue aux Etats-Unis pour s'inspirer des techniques de communication des réseaux religieux.

Les Créateurs d'école

À MIJILI DES ANNÉES 2000, se constitue tout un réseau qui entend structurer l'enseignement hors contrat autour de la Fondation pour l'école³⁰ (2008).

Celle-ci bénéficie très vite d'une reconnaissance d'utilité publique avec l'appui de François Fillon et Xavier Darcos. La fondation abrite aussi bien les écoles intégristes de la Fraternité Saint-Pie X³¹ ou Saint-Pierre, que les alternatives pédagogiques type Montessori ou Colibris ou une école créée par des proches d'Alain Soral... En 2012, elle se lance dans une nouvelle opération de com avec les écoles Espérances banlieues (EB), réseau chapeauté par Éric Mestraillet³², ancien attaché parlementaire villiériste. Mais des « débordés » financiers, des querelles intestines et une contre-offensive médiatique auront raison de ces écoles néocolonialistes (port de l'uniforme, salut au drapeau, éducation low cost, esprit « scout ») qui considèrent les banlieues comme une terre de mission à évangéliser. Le mouvement éclate, EB et son président quittent la Fondation, Anne Coffinier³³, figure de la Manif pour tous est débarquée et se consacre depuis à son propre réseau, Créez son école³⁴.

L'Instruction en famille

LONGTEMPS CANTONNÉ à quelques cercles marginaux, le home-schooling est aujourd'hui investi par les milieux intégristes (de toutes obédiences) et complotistes. Il ne s'agit pas seulement de familles faisant l'école à domicile : la déscolarisation peut aussi conduire à la création de petites structures plus ou moins clandestines. Cette nouvelle dynamique a été impulsée aux Etats-Unis, suite à la décision de la Cour suprême d'écartier les théories créationnistes de l'enseignement public, il y a eu un pic de déscolarisations. En France, le créationnisme n'est pas aussi prégnant, en revanche, ce sont les questions de genre (et sanitaires) qui servent de repoussoir et les partisans de l'IEF sont en pointe dans les campagnes de dénigrement de l'école publique.

Les parents

DEPUIS LES ANNÉES 80, les parents (mais aussi les grands-parents) sont le cœur de clie privilégié des campagnes réactionnaires contre l'école. C'est le lancement d'Enseignement & Liberté (1983), et, dans les décennies qui suivent, la multiplication des pamphlets anti-pédagogistes³⁵ (*La Fabrique du Crétin*, 2005, *Et vos enfants ne sauront pas lire... ni compter*, 2004, *Qui a cette idée folle un jour de casser l'école*, 2004). En 2001, SOS Education est créée, à l'initiative des personnalités de la droite traditionnaliste et ultralibérale. Représentée par Sophie Audouze³⁶, l'association dénonce le « pédagogisme » des « syndicats jusqu'au-boutistes » qui « gangrènent l'éducation nationale » et la « sexualisation » de l'école.

Dans le sillage de la Manif pour tous, après les Vigilgenders est créé le Syndicat de la famille³⁷ (2023) de Laudovine de la Rochère³⁸ et Alberic Dumont, chargé de la sécurité de Zemmour. En septembre 2022, Eric Zemmour lance le collectif Parents vigilants³⁹. Cette stratégie de

communication agressive et de diffusion de fake news (sur les prières dans les écoles, les questions de genre, la lutte contre les discriminations, etc.) est inspirée du Brésil (« *L'école sans parti* ») et des Etats-Unis (*Moms for Liberty*). La crise sanitaire et le développement du complotisme sont aussi des terrains sur lesquels prospèrent des groupes, telles Les Marmousets louves⁴⁰ (Roxane Chafé⁴¹, Christelle Cornet⁴² – sans oublier les Papas loups⁴³ !) ou Parents et citoyens de France⁴⁴, mobilisés contre les mesures sanitaires à l'école, antivax, ils et elles participent aujourd'hui, dans les médias ultra-conservateurs et complotistes, à la dénonciation des cours d'éducation à la vie affective et sexuelle ou des vaccins.

Les professeurs



DEPUIS LES ANNÉES 80, toutes les tentatives de l'extrême droite pour s'implanter dans le monde enseignant se sont soldées par des échecs. En 2013, Florian Philippot lance, dans le cadre du Rassemblement bleu Marne⁴⁵, le Collectif Racine⁴⁶, présidé par Alain Avello⁴⁷. Finalement, l'équipe rejoint Les Patriotes quelques années tard et n'est plus guère active. Même destin pour le Forum École & Nation⁴⁸, censé combler au sein FN le départ du Collectif Racine. Dirigé par Gilles Ardina⁴⁹, celui-ci se rallie à Zemmour. Quant aux Prof's avec Zemmour, à l'initiative d'une tribune de soutien sortie dans *Le Figaro*, ils ne font plus parler d'eux, tout comme a disparu des radars leur porte-parole, Joost Fernandez⁵⁰.

Les syndicats



APRÈS L'ÉCHÉC DES « SYNDICATS FN » lancés par Bruno Megret dans les années 90 (invalidés par la justice pour non-respect de l'indépendance politique), la stratégie de l'extrême droite n'est plus de monter ses propres structures professionnelles mais plutôt d'en infiltrer certaines plus ou moins poreuses à l'idéologie réactionnaire. Elle distribue ainsi les « bons points » aux unes et aux autres, tout en relayant un discours antisocial. À deux reprises (2014, 2018), lors des élections professionnelles, le Collectif Racine a appelé à voter pour FD (ou sont passés plusieurs de ses militantes), le Snalc ou Action et Démocratie⁵¹.

Aujourd'hui, Action et démocratie, dont le vice-président est René Chichti⁵², suspendu de l'Éducation nationale 3 mois pour ses prises de position complotistes et réactionnaires, relâche certaines campagnes, comme celles contre l'enseignement à la vie affective et sexuelle (mail aux boîtes professionnelles septembre 2023) ou contre « une école inclusive » en roue libre, une multiplication des élèves allophones dans nos classes ». Le syndicat se refuse à exclure ses représentants s'affichant à Reconnquête (comme Joost Fernandez).

Le SIES⁵³ porte un discours et des revendications qui s'inscrivent dans une rhétorique nationaliste et autoritaire dénonçant le fait que « notre nation est en passe de devenir un camp de rééducation du fait de l'irruption du mouvement « woke » importé des Etats-Unis d'Amérique et de minorités s'érigent en victimes opprimées qui exercent leur tyrannie et qui tentent de diriger le pays ».

Côte lyonnaise, deux structures – l'UNI⁵⁴ et la Cocardie⁵⁵ – diffusent, souvent de manière violente, les thèses nationalistes et identitaires.

Les médias



L'EMPIRE BOLLORÉ, mais aussi des radios, des télés⁵⁶ et des organismes de presse⁵⁷ tout accros à la cause identitaire se passionnent pour les questions scolaires et invitent les mêmes personnalités (Kevin Bossuet⁵⁸, Alain Finckelkraut⁵⁹, Michel Onfray⁶⁰) qui ressassent leur déclinisme et leur nostalgie d'un âge d'or de l'école de Ferry. Là encore, la clé n'est pas tant le corps enseignant, mais bien les parents qu'il s'agit de convaincre de la décadence de l'école (publique), de la nécessité de restaurer l'ordre, la discipline, l'autorité et de revenir au roman national et aux fondamentaux.

Texte d'accompagnement de la cartographie à imprimer en A3 à partir du fichier PDF ci-dessous
[Texte accompagnement cartographie Télécharger](#)

Le RN/FN (1) à la conquête du contrôle de l'école

L'école a toujours occupé une place centrale dans le projet et le programme nationaliste et autoritaire du FN/RN. Même si, par opportunisme, son discours a largement évolué au fil des années.

D'abord adversaire acharné de l'école publique, « forteresse marxiste gangrenée par le pédagogisme et le gauchisme », le parti de Jean-Marie Le Pen a commencé par rouler pour l'enseignement privé...

Jusqu'à l'arrivée, dans le sillage de Marine Le Pen (2), de Florian Philippot (18) : issu du chevènementisme, sa ligne nationale-républicaine se propose de mettre l'institution scolaire au service du projet nationaliste. C'est la création du Collectif Racine des « Enseignants patriotes » (7) (2013), puis du Forum École & Nation (9) (professeurs et parents patriotes, 2017). Mais, si le vote d'extrême droite des enseignant·es ne cesse de progresser, passant de 5 à 10 % au cours des années 2010 - et même plus au second tour de la présidentielle de 2022 - il est encore en deçà des scores obtenus ailleurs et l'implantation reste marginale

Aujourd'hui, le RN déroule son projet éducatif dans les villes qu'il contrôle (3) (fin de la gratuité de la cantine, des transports, du péri-scolaire afin de « responsabiliser » les familles démunies, stigmatisation des populations d'origine étrangère, intimidations de syndicalistes,) et multiplie les propositions de loi (6) (l'uniforme, le Roman national, contre l'écriture inclusive, le « wokisme » (5), etc.). À l'automne 2023, Roger Chudeau (4), député et conseiller éducation du RN, sommait les syndicats de l'éducation de « baisser d'un ton »...

Si Marine Le Pen salue la politique éducative de Blanquer (« une victoire idéologique et même politique des idées du FN », 2017) et considère les mesures Attal (2023) comme un copié-collé de son propre programme, elle entend aller plus loin : *« Je considère que la solidarité nationale doit s'exprimer à l'égard des Français. Je n'ai rien contre les étrangers, mais je leur dis : "Si vous venez dans notre pays, ne vous attendez pas à ce que vous soyez pris en charge, à être soignés, que vos enfants soient éduqués gratuitement, maintenant c'est terminé, c'est la fin de la récréation !" »*.

Quant aux « fondamentaux » du parti, ils sont toujours là. En 2024, le RN lance une campagne « Stop à l'offensive islamiste contre l'école ».

Éric Zemmour (11) et le « Grand endoctrinement »

Pour Éric Zemmour, « la bataille culturelle et politique se joue avant tout à l'école » et l'heure est venue de « la révolutionner en profondeur ». En 2022, il bâtit le programme présidentiel de Reconquête (12) autour des trois « I » : *Immigration, Industrialisation et Instruction*. Il entend rétablir l'ordre et l'autorité, rendre l'uniforme obligatoire, en finir avec le collège unique en instaurant un examen d'entrée en 6e et mettre à l'écart les élèves en situation de handicap... Programme qui reçoit le soutien des « Profs avec Zemmour » (14), dont l'un des initiateurs, Joost Fernandez (15), a aussi des responsabilités au sein du syndicat Action & démocratie.

Zemmour dénonce surtout le « Grand endoctrinement » scolaire, pendant du Grand remplacement : « Sans le Grand Endoctrinement, il n'y aurait jamais eu le Grand Remplacement, ni le Grand Déclassement ».

Suite à ses deux débâcles électorales, changement de stratégie : dès la rentrée 2022, Zemmour interpelle parents et grands-parents. Une pétition nationale : « Protégeons nos enfants » (à savoir des « nombreux militants d'extrême gauche et "wokes" [qui] arrivent à diffuser l'idéologie déconstructiviste », de « l'islamisation des écoles » et des « propagandes anti-colonialistes et des slogans de "repentance" » [qui] entretiennent la haine de la France ») débouchera sur la création de Parents vigilants (16), dirigé par Agnès Marion (17).

Marion Marechal (Le Pen) (13) - qui a elle-même fondé son école (l'Institut des sciences sociales, économiques et politiques) - mise sur le métapolitique et l'éducation des cadres (comme l'IFP). Elle incarne un courant traditionaliste en lien avec les « Créateurs d'écoles », qui fédèrent intégristes et

ultralibéraux partisan·es du Chèque éducation, du hors contrat et de l'Instruction en famille.

Les souverainistes

Nicolas Dupont-Aignan, Debout la France (20)

Debout la France affiche sa volonté de tisser des ponts entre les deux rives du souverainisme - la droite et la gauche. Pari gagné sous l'impulsion du pamphlétaire Jean-Paul Brighelli (55), alors en charge des questions d'éducation au sein du parti. À l'université d'été de DIF (2015), consacrée à « L'École du mérite », Jean-Pierre Chevènement et Dupont-Aignan parlent d'une même voix à la tribune (21), ovationnés par une salle où se retrouvent les auteurs anti-pédagogistes du moment, Jean-Paul Mongin, alors président de SOS Éducation (34) ou encore Charles Beigbeder, candidat (malheureux) à la présidence du Medef et proche de Marine Le Pen.

Florian Philippot, Les Patriotes (18)

Le parcours de Florian Philippot le conduit de la gauche républicaine chevènementiste au FN (2011). Pour ce fils d'un directeur d'école et d'une institutrice, la question scolaire est au cœur du projet nationaliste. Il se revendique d'une école de la République autoritaire, disciplinaire et élitaire comme son mentor Jean-Pierre Chevènement.

Le premier des collectifs du Rassemblement Bleu Marine qu'il initie au sein du FN est le Collectif Racine, présidé par Alain Avello (19), lui aussi issu du chevènementisme et qui le suivra au moment de la création des Patriotes. Alain Avello pilote aujourd'hui la revue *Défis souverainiste*. Depuis la crise sanitaire, Les Patriotes misent aussi sur la vague antivax et comptent sur un rapprochement avec les réseaux de parents sensibles à la rhétorique complotiste.

Les ultra-cathos

De Philippe de Villiers (22) à Civitas (26) en passant par Christine Boutin (25), la frange la plus traditionaliste poursuit sa croisade contre l'école publique et pour la primauté de l'enseignement privé religieux, sous mais surtout hors contrat. Elle est omniprésente dans la sphère des créateurs d'école (de Villiers à sa Puy-du-Fou Académie (23) et l'ICES (24)). C'est aussi à Montfermeil, commune de Xavier Lemoine (53), alors vice-président de l'ancien parti de Christine Boutin, qu'ouvre la première école Espérance banlieues (31). Xavier Lemoine, partisan d'une union de toutes les droites, est d'ailleurs l'invité d'une table ronde organisée par Robert Ménard « Passer l'école de Mai 68 au Karcher, on commence quand ? ».

Ces réseaux sont aussi particulièrement actifs dans la défense de l'Instruction en famille (33). Le renforcement du contrôle de cet enseignement très prisé par les milieux intégristes et complotistes sera le motif de la rupture entre Philippe de Villiers et Emmanuel Macron.

Quant à Civitas, qui milite pour la « rechristianisation » de la France et de l'Europe et l'établissement de la royauté sociale du Christ sur terre, il s'est violemment mobilisé contre l'enseignement des questions de genre, avant d'être dissous pour antisémitisme (2023).

Cette nébuleuse a contribué au renouvellement des stratégies militantes de la droite : afin de préparer la mobilisation de la Manif pour Tous, Christine Boutin s'était rendue aux États-Unis pour s'inspirer des techniques de communication des réseaux religieux.

Les Créateurs d'école

Au milieu des années 2000, se constitue tout un réseau qui entend structurer l'enseignement hors contrat autour de la Fondation pour l'école (27) (2008). Celle-ci bénéficie très vite d'une reconnaissance d'utilité publique avec l'appui de François Fillon et Xavier Darcos. La fondation

abrite aussi bien les écoles intégristes de la Fraternité Saint-Pie X (28) ou Saint-Pierre, que les alternatives pédagogiques type Montessori ou Colibris ou une école créée par des proches d'Alain Soral... En 2012, elle se lance dans une nouvelle opération de com avec les écoles Espérances banlieues (EB), réseau chapeauté par Éric Mestrallet (32), ancien attaché parlementaire villiériste. Mais des « déboires» financiers, des querelles intestines et une contre-offensive médiatique auront raison de ces écoles néocolonialistes (port de l'uniforme, salut au drapeau, éducation *low cost*, esprit « scout ») qui considèrent les banlieues comme une terre de mission à évangéliser. Le mouvement éclate, EB et son président quittent la Fondation, Anne Coffinier (30), figure de la Manif pour tous est débarquée et se consacre depuis à son propre réseau, Crée son école (29).

L'Instruction en famille

Longtemps cantonné à quelques cercles marginaux, le *homeschooling* est aujourd'hui investi par les milieux intégristes (de toutes obédiences) et complotistes. Il ne s'agit pas seulement de familles faisant l'école à domicile : la déscolarisation peut aussi conduire à la création de petites structures plus ou moins clandestines. Cette nouvelle dynamique a été impulsée aux États-Unis, suite à la décision de la Cour suprême d'écartier les thèses créationnistes de l'enseignement public, il y a eu un pic de déscolarisations. En France, le créationnisme n'est pas aussi prégnant, en revanche, ce sont les questions de genre (et sanitaires) qui servent de repoussoir et les partisan·es de l'IEF sont en pointe dans les campagnes de dénigrement de l'école publique.

Les parents

Depuis les années 80, les parents (mais aussi les grands-parents) sont le cœur de cible privilégié des campagnes réactionnaires contre l'école. C'est le lancement d'Enseignement & Liberté (1983), et, dans les décennies qui suivent, la multiplication des pamphlets antipédagogistes (47) (*La Fabrique du Crétin*, 2005, *Et vos enfants ne sauront pas lire... ni compter !*, 2004, *Qui a cette idée folle un jour de casser l'école ?*, 2004). En 2001, SOS Éducation est créé, à l'initiative de personnalités de la droite traditionaliste et ultralibérale. Représentée par Sophie Audugé (35), l'association dénonce le « pédagogisme » des « syndicats jusqu'au-boutistes » qui « gangrènent l'Éducation nationale » et la « sexualisation » de l'école.

Dans le sillage de la Manif pour tous, après les Vigigender est créé Le Syndicat de la famille (36) (2023) de Ludovine de la Rochère (37) et Albéric Dumont, chargé de la sécurité de Zemmour. En septembre 2022, Éric Zemmour lance le collectif Parents vigilants (16). Cette stratégie de communication agressive et de diffusion de *fake news* (sur les prières dans les écoles, les questions de genre, la lutte contre les discriminations, etc.) est inspirée du Brésil (L'École sans parti) et des États-Unis (Moms for Liberty). La crise sanitaire et le développement du complotisme sont aussi des terrains sur lesquels prospèrent des groupes, telles Les Mamans louves (38) (Roxane Chafei (40), Christelle Cornet (41) - sans oublier les Papas loups ! (39)) ou Parents et citoyens de France (42), mobilisés contre les mesures sanitaires à l'école, antivax, ils et elles participent aujourd'hui, dans les médias ultra-conservateurs et complotistes, à la dénonciation des cours d'éducation à la vie affective et sexuelle ou des vaccins.

Les professeur·es

Depuis les années 80, toutes les tentatives de l'extrême droite pour s'implanter dans le monde enseignant se sont soldées par des échecs. En 2013, Florian Philippot lance, dans le cadre du « Rassemblement bleu Marine », le Collectif Racine (7), présidé par Alain Avello (8). Finalement, l'équipe rejoint Les Patriotes quelques années tard et n'est plus guère active. Même destin pour le Forum École & Nation (9), censé combler au sein FN le départ du Collectif Racine. Dirigé par Gilles

Ardinat (10), celui-ci se rallie à Zemmour. Quant aux Profs avec Zemmour (14), à l'initiative d'une tribune de soutien sortie dans *Le Figaro*, ils ne font plus parler d'eux, tout comme a disparu des radars leur porte-parole, Joost Fernandez.

Les syndicats

Après l'échec des « syndicats FN » lancés par Bruno Megret dans les années 90 (invalidés par la justice pour non-respect de l'indépendance politique), la stratégie de l'extrême droite n'est plus de monter ses propres structures professionnelles mais plutôt d'en infiltrer certaines plus ou moins poreuses à l'idéologie réactionnaire. Elle distribue ainsi les « bons points » aux unes et aux autres, tout en relayant un discours antisyndical. À deux reprises (2014, 2018), lors des élections professionnelles, le Collectif Racine a appelé à voter pour FO (où sont passés plusieurs de ses militant·es), le Snalc ou Action et Démocratie (45).

Aujourd'hui, Action et démocratie, dont le vice-président est René Chiche (51), suspendu de l'Éducation nationale 3 mois pour ses prises de position complotistes et réactionnaires, relaie certaines campagnes, comme celles contre l'enseignement à la vie affective et sexuelle (mail aux boîtes professionnelles septembre 2023) ou contre « une “école inclusive” en roue libre, une multiplication des élèves allophones dans nos classes ». Le syndicat se refuse à exclure ses représentants s'affichant à Reconquête (comme Joost Fernandez).

Le SIES (46) porte un discours et des revendications qui s'inscrivent dans une rhétorique nationaliste et autoritariste dénonçant le fait que « notre nation est en passe de devenir un camp de rééducation du fait de l'irruption du mouvement “woke” importé des États-Unis d'Amérique et de minorités s'érigent en victimes opprimées qui exercent leur tyrannie et qui tentent de diriger le pays ».

Côté lycéen·nes, deux structures - l'UNI (43) et la Cocardé (44) - diffusent, souvent de manière violente, les thèses nationalistes et identitaires.

Les médias

L'empire Bolloré, mais aussi des radios, des télés (49) et des organes de presse (48) tout acquis à la cause identitaire se passionnent pour les questions scolaires et invitent les mêmes personnalités (Kevin Bossuet (50), Alain Finkielkraut (52), Michel Onfray (54)) qui ressassent leur déclinisme et leur nostalgie d'un âge d'or de l'école de Ferry. Là encore, la cible n'est pas tant le corps enseignant, mais bien les parents qu'il s'agit de convaincre de la décadence de l'école (publique), de la nécessité de restaurer l'ordre, la discipline, l'autorité et de revenir au roman national et aux fondamentaux.

Ressources

Sites

- [Le réseau intersyndical VISA \(Vigilances et initiatives syndicales antifascistes\)](#)
- [Collectif antifasciste La Horde](#)
- [Campagne intersyndicale éducation contre extrême droite](#)

Ouvrages

Quand l'extrême droite rêve de faire école, G. Chambat, Éditions du Croquant, (2024).
10 questions sur l'antifascisme, La Horde, Éditions Libertalia, (2023).